

Communiqué

## **Aurore Martin livrée par l'Etat français à ceux qui veulent l'emprisonner**

vendredi 2 novembre 2012, par [Union syndicale Solidaires](#) (Date de rédaction antérieure : 2 novembre 2012).

Le cas d'Aurore Martin est symbolique du scandale de l'utilisation par les Etats du Mandat d'Arrêt Européen. Citoyenne française, elle est poursuivie par l'Etat espagnol et risque 12 ans d'incarcération dans les prisons espagnoles pour s'être exprimée politiquement (dans des réunions, conférences de presse, médias) en tant que membre de Batasuna, organisation légale en France.

Nous le rappelions en juin 2011, sous l'ère de Sarkozy/Guéant : *« L'Union syndicale Solidaires est attachée au respect des droits humains fondamentaux, et notamment au respect des libertés individuelles, à l'expression politique, et au respect des droits de la défense. Accepter cette demande d'extradition serait admettre qu'une personne soit poursuivie par les autorités d'un pays européen pour des faits que ses propres autorités ne considèrent pas comme illégaux »*. C'était quelques jours après qu'une mobilisation populaire ait mis en échec les forces de police de l'Etat français qui voulaient arrêter Aurore, soutenue par de nombreuses organisations associatives, syndicales, politiques refusant la dérive liberticide.

Le Ministre de l'Intérieur Guéant affirmait qu'il mettrait tout en œuvre pour exécuter ce Mandat d'Arrêt Européen. Le Ministre de l'Intérieur Valls a exaucé le vœu de Guéant !

Tandis que la gauche syndicale, associative, politique indépendantiste basque s'exprime et agit depuis des années en faveur d'une résolution démocratique, politique et pacifique du conflit au Pays Basque, le gouvernement socialiste français s'allie au gouvernement espagnol pour accentuer la répression ... rendant d'autant plus difficile cette solution pacifique !

Ainsi utilisé, le mandat d'arrêt européen est un instrument liberticide aux mains des Etats. Il s'applique aujourd'hui à Aurore Martin. Demain, il pourrait s'appliquer à n'importe quel militant-e politique ou syndical de l'espace européen. L'Union syndicale Solidaires condamne le transfert d'Aurore Martin vers l'Espagne (d'autant que les témoignages sur les violences exercées à l'encontre des militant-es basques par les forces répressives de l'Etat espagnol sont nombreuses). L'Union syndicale Solidaires participera aux initiatives unitaires de soutien et de solidarité, en lien avec les forces syndicales, associatives, politiques qui refusent cette dérive liberticide.

**Solidaires**, le 2 novembre 2012

---